



# L'abandon du Liban

> À Beyrouth, où les places se sont transformées en camps de réfugiés à ciel ouvert, les tensions intercommunautaires augmentent.



## 22 Le calvaire des chrétiens au Sud-Liban

## 24 Dr Fouad Abou Nader : « Il faut que la France reste au Liban »

Au bord du précipice, le Liban se raccroche à l'espoir de la paix en trompe-l'œil de Trump. Tandis que Jérusalem poursuit sa guerre destructrice et inopérante. Et que la France, en perte de vitesse, hésite à abandonner les derniers chrétiens libres du Proche-Orient.

Par Mériadec Raffray

**D**imanche 3 mai, dans le quartier Al-Kafaat, au cœur du fief chiite de la banlieue sud de Beyrouth. Des blindés des Forces armées libanaises

(les Fal) interrompent la foule en noir, drapeaux jaunes du Hezbollah à la main, qui entoure des cercueils de “martyrs de la résistance” tués dans un bombardement israélien. Les militaires ont reçu l'ordre de faire cesser les tirs de kalachnikov et de roquettes, une démonstration de force autant rituelle que politique imposée au fil du temps dans l'espace public par la milice chiite. Dès le lendemain, l'opération des Fal occupe la une de tous les médias.

Pour tous les Libanais, c'est un minisisme politique. Les plus anciens se rappellent à quand remonte la dernière tentative de ce type et comment elle avait abouti à une humiliation de l'État. Un beau matin de mai 2008, le Hezbollah en armes avait investi les rues de la capitale pour marquer son opposition à la

décision gouvernementale de neutraliser son réseau privé de télécommunications et de renvoyer le directeur, à sa botte, de la sûreté de l'aéroport. L'intervention des Fal avait été un fiasco. Des officiers avaient été entraînés

en justice. L'exécutif était revenu sur ses décisions. Par peur du clash...

### Un aveu d'échec pour les Américains

C'est au début du mois de mars dernier, en raison de la reprise de la guerre

dans le Sud, que le ton de l'exécutif libanais vis-à-vis du Hezbollah change « *radicalement* », dit-on à Beyrouth. Le gouvernement déclare sa branche armée « *illégal* » et le Grand Beyrouth, « *ville sans armes* ». Pour la première fois depuis l'apparition de la milice au pays du Cèdre, au début des années 1980, l'État libanais ose défier publiquement cet “État dans l'État”.

Il était urgent de calmer l'impatience du parrain américain. Washington a tordu le bras d'Israël pour obtenir la première trêve du 27 novembre 2024 au Sud-Liban. En compensation, les Fal devaient y démanteler les bandes armées et leurs arsenaux clandestins. La reprise des tirs sur Israël, le 2 mars, au surlendemain du déclenchement de l'opération israélo-américaine contre l'Iran, résonne comme un aveu d'échec pour l'administration Trump...



**Joseph Aoun. Le président du Liban durcit le ton vis-à-vis du Hezbollah, tout en maintenant ses conditions de paix avec Israël.**

DANIEL BEREHLAK/NT/REDUX/REA - ACCORSINI/SIPA



Ce changement de cap trahit aussi la volonté des communautés chrétiennes et sunnites de sortir enfin du statu quo. Il paralyse le Liban depuis des années et lasse ses “protecteurs” étrangers. Le temps est venu, estiment les leaders tant chrétiens que sunnites, de capitaliser sur l'affaiblissement politique du Hezbollah, y compris auprès de sa propre communauté. Au moins un tiers des chiïtes, selon le docteur Fouad Abou Nader, une personnalité respectée du camp chrétien (*lire notre entretien page 24*), et davantage, selon d'autres sources, lui reproche sa guerre sans fin contre Israël, à laquelle cette communauté paye le plus lourd tribut. C'est la majorité du 1,2 million de déplacés du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa, dans le nord-est du pays, zones cibles des bombes israéliennes. Et des 2960 morts et 9112 blessés comptabilisés depuis le 2 mars.

### La faiblesse des Fal et l'échec des stratégies israéliennes

« *Par petites touches* », explique une bonne source à Beyrouth, le président Joseph Aoun, porte-étendard des chrétiens, et le Premier ministre, Nawaf Salam, celui des sunnites, « *durcissent leurs positions contre le Hezbollah. À telle enseigne que les généraux attentistes vont devoir finir par sortir du bois pour leur prêter allégeance ou démissionner* »... Les militaires n'avaient pas bougé au premier signal lancé en août 2025, quand le gouvernement brandit son plan de désarmement de la milice dans le Sud-Liban. Ils voyaient bien que Nabih Berri, chef du parti Amal allié au Hezbollah et président

du Parlement, continuait de tergiverser. Et aucun soutien militaire étranger ne leur avait été promis.

Les Fal s'apparentent plutôt à une gendarmerie légère qu'à une vraie force armée. Sans matériels lourds,



### Benjamin Nétanyahou. Tout indique qu'Israël s'installe pour durer au Sud-Liban.

ses unités sont fragilisées par un recrutement épousant la mosaïque confessionnelle du pays. Leurs soldats sont sous-payés, tandis que les états-majors sont noyautés par le Hezbollah. La suite a donné raison aux officiers attentistes. Bien qu'affaibli par la campagne israélienne d'octobre 2024, le Hezbollah se réveille dès que les gardiens de la révolution iraniens lui en intimement l'ordre, contredisant les experts qui affirmaient en chœur que la milice

n'était plus que l'ombre d'elle-même. Le Liban, lui, était bien meurtri, mais les stratégies israéliennes avaient encore raté leur coup...

« *Au pays du Cèdre, commente un haut responsable français, les Israéliens ont essayé toutes les tactiques pour neutraliser leur ennemi du Nord et toutes ont échoué: l'occupation du Sud, en 1978; l'invasion du pays, en 1982; la bataille rangée au Sud, en 2006; les bombardements destructeurs et le démantèlement de l'intérieur, en 2024...* » « *Et aujourd'hui? Ils persèverent dans leur erreur fondamentale, qui est de confondre brutalité et force...* »

### La majorité des Libanais réclame un accord avec Israël

À ceci près que l'attitude suicidaire de la milice chiite a achevé de dresser la très grande majorité des Libanais contre elle. Depuis le 2 mars, la plupart considèrent Naïm Qassem, son chef, comme le “grand architecte” d'une guerre permanente risquant de déboucher sur une véritable implosion du Liban. Son modèle artificiel et unique du “vivre-ensemble” qu'avaient esquissé les Français, au début du XX<sup>e</sup> siècle, est lézardé de plaies béantes. L'économie est laminée. Pour ne rien arranger,

« *les transferts financiers en provenance du golfe Persique ont baissé de 10 à 15 % depuis l'éclatement de la guerre contre l'Iran* », alerte le professeur Alain Hakim, ex ministre de l'Économie.

Consciente du danger, une large frange de l'opinion réclame un accord politique entre le Liban et Israël. C'est du reste un second séisme politique dans ce pays ayant coupé toute relation avec son voisin du Sud depuis le

rejet, en 1984, des accords de paix du 17 mai 1983 — « *qui garantissaient l'intégrité territoriale du Liban* », rappelle l'universitaire franco-libanais Michel Fayad. À l'époque, le rapprochement avait été initié par le Premier ministre israélien Menahem Begin (1977-1983), l'homme ayant ordonné l'invasion du Liban en 1982... Il avait parié sur une entente avec Bachir Gemayel, le leader charismatique des chrétiens, élu le 23 août à la présidence de la République et assassiné le 14 septembre suivant : de puissantes forces, dont la Syrie, ne voulaient pas de cette paix...

### L'espoir biaisé de la paix de Donald Trump

Quarante-trois ans plus tard, l'espoir renaît avec Donald Trump. Qui a seulement besoin d'un accord entre Beyrouth et Jérusalem pour régler son différend global avec l'Iran : c'est l'un des préalables exigés par les mollahs. Après avoir tordu le bras de "Bibi" pour obtenir la vraie-fausse trêve du 17 avril au Sud-Liban, les discussions ont démarré à la Maison-Blanche. Le troisième round, qui a eu lieu la semaine dernière, a prolongé le cessez-le-feu de 45 jours. Les « *difficultés à surmonter sont importantes* », ne cache pas Joshua Zarka, l'ambassadeur d'Israël en France, qui défend au passage le droit de Tsahal de poursuivre ses opérations contre le Hezbollah.

Côté libanais, une partie des chrétiens a posé des conditions dont le président Joseph Aoun se fait l'écho. Membre éminent du barreau libanais, l'avocat Charles Ghostine résume : « *Je défends le principe de la négociation, car les Libanais le souhaitent, mais il faut d'abord obtenir le retrait de Tsahal du Sud-Liban et le cessez-le-feu.* »

Ancien ministre de l'Information (2022-2025), proche de l'ex-président Michel Aoun, Ziad Makary ajoute : « *Le gouvernement n'a pas les cartes en main pour désarmer le Hezbollah, ce qui nécessite un accord politique, mais*



**L'espoir de la paix est incarné par Donald Trump... qui en a seulement besoin pour négocier avec Téhéran.**

*un seul choix est possible, celui de l'État et de l'unité libanaise. Car le pays est divisé et tous les ingrédients de la guerre civile sont de retour.* »

### L'inextricable équation régionale

Détenteur de l'héritage politique de son oncle Bachir, le leader du parti Kataeb, Samy Gemayel, résume cette équation inextricable : « *Il est indispensable que les deux capitales se parlent pour négocier. Et pendant que*

*les États-Unis traitent avec l'Iran du désarmement du Hezbollah, l'État libanais doit passer des déclarations aux actes sur le terrain. La situation est compliquée au Sud-Liban, l'issue des pourparlers entre Washington et Téhéran aléatoire, mais la poursuite de la confrontation sur notre sol n'est pas certaine...* »

Pour la plupart des observateurs, le scénario idéal relève du vœu pieux : l'Iran s'engage auprès des États-Unis à abandonner ses "proxys" et contraint le Hezbollah à rendre ses armes. L'une des deux alternatives est beaucoup plus probable. Au pire, les tensions croissantes dans le détroit d'Ormuz dégénèrent en une nouvelle guerre ouverte et le dernier îlot de liberté pour les chrétiens du Proche-Orient sera passé par pertes et profits des énormes impacts mondiaux. Au mieux, Donald Trump finit par décrocher un semblant d'accord avec la République islamique d'Iran, mais en contrepartie de sa victoire en trompe-l'œil, il prolongera son feu vert implicite à Jérusalem pour continuer à frapper le Hezbollah.

### La logique du chaos se poursuit sur le terrain

Cette logique est déjà à l'œuvre sur le terrain. Il y a quinze jours, avec la permission de Washington, a fait savoir le cabinet Nétanyahou, Tsahal a repris ses frappes "ciblées" sur des immeubles de Beyrouth. Il s'agissait de neutraliser un commandant de la force Al-Radwan, l'élite du Hezbollah. Au Sud-Liban, dans la bande frontalière des 10 kilomètres, entre la "ligne bleue" matérialisant la frontière et la nouvelle "ligne jaune" tracée par Tsahal, les sapeurs israéliens étendent leur entreprise de démolition systématique. Seuls

HAIYUN JIANG/INTREX/REA - ANNA ROSE LAYDEN/INTREX/REA





> La 91<sup>e</sup> division de Tsahal en opération dans les environs de Marjayoun, un point clé militaire du Sud-Liban. Quotidiens, les affrontements avec le Hezbollah sont meurtriers pour les deux camps.

y échappent encore une poignée de villages chrétiens célèbres pour leur résistance (*lire notre reportage en page 22*).

L'érection dans cette zone tampon d'une quinzaine de points d'appui fortifiés « *trahit la volonté de s'installer dans la durée, pour longtemps* », analyse un casque bleu français sur place. Au-delà, jusqu'au fleuve Litani, les aéronefs de combat portant l'étoile de David multiplient les frappes contre les positions suspectes du Hezbollah et sur les infrastructures jugées propices à son combat retardateur. Tous les ponts sur le

fleuve ont été détruits pour « encager » la zone. Le seul encore viable est celui de Qashmiyé, du côté de la mer. Ceux qui l'empruntent pour entrer au Sud-Liban doivent montrer patte blanche.

### Israël s'installe pour durer au Sud-Liban

Tout indique qu'Israël cherche à prendre aussi le contrôle du Sud-Liban, après avoir poussé ses habitants à fuir. À moindres frais, par une version *light* de la tactique de la terre brûlée. Par-tout, « *on observe des destructions méthodiques, comme à Gaza, des bulldozers qui arasent les champs d'oli-*

*vières, détruisent les cultures* », confient les Français. Jérusalem veut épargner au maximum ses unités au sol, qui enregistrent chaque jour des blessés et des morts dans leurs combats frontaux avec l'ennemi chiite. Et comme en 2006, les chefs du Hezbollah rêvent d'attirer Tsahal sur leur terrain, dans un piège mortel pour ses fantassins et ses blindés.

« *Les généraux israéliens ont perçu le danger de l'enlisement, mais ils ne savent plus comment se sortir de cet engrenage et l'on assiste au pourrissement progressif de la situation.*

Récemment, par exemple, sont apparus de nouvelles armes redoutables dans les rangs des miliciens chiïtes, les drones filaires », note un expert. Le bilan global « est pire qu'en 2024 : les positions politiques des autorités libanaises et israéliennes sont irrécyclables. Personne n'a mis sur la table un plan de paix viable et acceptable par les deux parties. L'impasse est totale. Tout le monde veut désormais s'extraire du borbier libanais ».

## L'effondrement de la Finul

Dans les états-majors parisiens, le souvenir de l'attentat contre le poste Drakkar, à Beyrouth, le 23 octobre 1983, reste vivace : 58 parachutistes y perdirent la vie d'un coup. Or, la Finul, dont le mandat s'achève fin décembre, est à la fois le dernier obstacle à la mainmise israélienne sur le Sud-Liban et un otage à portée du Hezbollah. Sept mille huit cents hommes condamnés à s'abriter dans leurs postes pour éviter les projectiles des deux camps. Une quarantaine de nationalités dont les capitales sont tétanisées par les récents morts (un Indonésien début mars, deux Français fin avril). Prêtes à plier bagage à la prochaine alerte chaude, constatent les 600 solides casques bleus français de la force de réserve à la main du chef de la Finul, stationnés à Der Kifa, près du Litani. « C'est l'effondrement complet du modèle onusien post-guerre froide de gestion des crises », concède un diplomate au Quai d'Orsay.

## La France hésite à baisser le drapeau

Par deux fois, début mars puis début avril, Emmanuel Macron a dû se

résoudre à reporter l'organisation d'une nouvelle conférence des donateurs pour les Forces armées libanaises et la reconstruction du pays. Incapable de fournir beaucoup plus que de l'aide alimentaire, une quarantaine de véhicules blindés et une poignée de formateurs militaires,



**« Nous n'abandonnerons pas le Liban », martèle l'Élysée. Dont la parole est affaiblie et les moyens, très limités.**

pointe un responsable libanais désabusé, Paris mise sur ses amis arabes, l'Arabie saoudite et le Qatar, pour financer. Mais eux aussi se font tirer l'oreille, ayant d'autres chats à fouetter et échaudés par la lenteur du déblocage politique à Beyrouth. « Heureusement que la guerre au Moyen-Orient a contraint Paris à reporter une nou-

velle fois la conférence, cela lui aura évité une humiliation », commente un diplomate.

## La coalition pour le Liban d'Emmanuel Macron

« Nous n'abandonnerons pas le Liban », martèle-t-on à l'Élysée, où l'on travaille à bâtir une coalition « avec les Britanniques, les Espagnols et les Italiens (en tenant informés les États-Unis) », avec un mandat « robuste », pour prendre la suite de la Finul. La France a été évincée des négociations de paix par Israël, avec qui les contacts sont limités au strict minimum, et par les États-Unis, pour la punir de ses critiques de la stratégie de Trump au Moyen-Orient, mais Emmanuel Macron espère toujours revenir dans le jeu libanais à la faveur d'un hypothétique accord de paix, plus fort qu'aujourd'hui. Contre l'avis du Quai d'Orsay et même de l'état-major des armées, où l'on hésite entre l'attentisme et le repli.

Très critiques de cette France « très affaiblie au Proche-Orient, qui a perdu sa spécificité et son aura en ayant renoncé à défendre ses valeurs », disent-ils avec justesse, les Libanais ont en même temps « très peur de son retrait définitif », complètent leurs amis français... L'abandon par la France les laisserait seuls face aux puissants acteurs du

grand jeu moyen-oriental, pour qui le sort des chrétiens et du Liban est secondaire. Samy Gemayel confie : « La France traverse une passe difficile au Liban, mais elle doit être patiente, faire le dos rond. Elle reprendra sa place et pèsera dans la reconstruction et la refondation de l'État quand les canons se seront tus. » ●

